

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 95 — 1717

10 AVRIL 1995. — Décret modifiant le décret de la Communauté française du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans toutes les dispositions du décret du 28 juillet 1992 fixant les conditions de reconnaissance et de subvention des centres culturels, le mot " Exécutif " est remplacé par le " Gouvernement ".

Art. 2. Avant l'article 10 du même décret, le chapitre III est remplacé par ce qui suit : " Du classement en catégories et du contrat-programme ".

L'article 10, alinéas 1^{er} et 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Le Gouvernement classe, pour la période qu'il détermine et au terme des procédures visées au chapitre IV, les centres culturels en catégories dont il fixe le nombre en tenant compte, notamment, de l'importance et de la qualité en relation avec l'objet du centre culturel, de la population concernée, du nombre des organisations associées, de l'importance de l'infrastructure utilisée et de la participation financière des autres pouvoirs publics associés.

Les centres sont tenus quelle que soit leur catégorie :

1° de disposer d'un animateur-directeur engagé à temps plein et dont les compétences sont reconnues conformément aux dispositions prises par le Gouvernement;

2° d'assurer, par exercice social, des charges de personnel permanent représentant un pourcentage minimum de leurs charges ordinaires; celui-ci sera fixé par le Gouvernement;

3° d'assurer, par exercice social, des charges de personnel permanent d'animation dont les compétences sont reconnues conformément aux dispositions prises par le Gouvernement, représentant un pourcentage minimum de leurs charges de personnel permanent; celui-ci sera fixé par le Gouvernement; "

Art. 3. Un article 10^{bis}, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

" Pour tout centre classé dans une catégorie, il est conclu un contrat-programme entre le centre, la Communauté française et les autres personnes de droit public visées à l'article 2. Ce contrat-programme couvre une période équivalente à la durée du classement.

Le contrat-programme contient au moins les éléments suivants :

1° les grandes lignes du projet d'action culturelle adopté par l'Assemblée générale du centre, ainsi que le projet de gestion financière du centre pour la durée du contrat;

2° les contributions, sous forme de subvention et sous forme de services, apportées par les pouvoirs publics associés conformément à l'article 26;

3° le montant de la subvention annuelle ordinaire octroyée par la Communauté française en vertu des dispositions du présent décret dans les limites des crédits budgétaires;

4° les modalités d'usage des infrastructures culturelles mises à la disposition du centre par les pouvoirs publics concernés.

Après avis de la commission consultative des centres culturels, le Gouvernement établit le modèle-type du contrat-programme et fixe la procédure de conclusion de ce dernier. "

Art. 4. L'article 13 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Toute décision portant sur l'octroi ou le retrait de la reconnaissance ainsi que sur le classement ou le déclassement est prise sur la base d'un rapport établi par les services compétents du Gouvernement et après avis :

1° de la députation permanente de la province concernée;

2° de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale pour les centres situés dans son ressort;

3° de la Commission consultative des centres culturels.

Le Gouvernement détermine la procédure d'octroi et de retrait de la reconnaissance des centres, ainsi que celle relative à leur classement ou leur déclassement. "

Art. 5. L'article 14, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Si le centre exerce son activité dans le ressort de la Région de Bruxelles-Capitale, le dossier est transmis à la Commission communautaire française de cette Région. Celle-ci émet son avis dans les deux mois. A défaut d'avis dans ce délai, la procédure est poursuivie. "

Art. 6. Dans l'article 15 du même décret, les mots " ainsi que " sont remplacés par le mot " ou ".

Art. 7. A l'article 16 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

L'alinéa 1^{er} est remplacé par l'alinéa suivant :

" Sur la proposition de la Commission consultative des centres culturels, une période probatoire d'une durée de deux ans maximum peut être imposée aux nouveaux centres et aux centres reconnus dont le classement est modifié; lorsqu'ils ne remplissent pas l'ensemble des conditions de reconnaissance ou satisfont partiellement aux critères de classement en catégories. "

Il est ajouté un alinéa 3, rédigé comme suit :

" Le Gouvernement fixe les modalités d'application de cette période probatoire. "

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — Nos 221 — n° 1 : Projet de décret; n° 2 : Rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion : séance du 4 avril 1995. — Adoption : séance du 6 avril 1995.

Art. 8. L'article 19, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" La Commission consultative des centres culturels peut formuler d'initiative ou à la demande du Gouvernement des avis ou des propositions sur la reconnaissance, le classement en catégories, le déclassement, le retrait de reconnaissance, la suspension de l'octroi de subventions ainsi que sur la politique générale des centres culturels. "

Art. 9. L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Le président et les vice-présidents de la Commission consultative sont désignés par le Gouvernement. "

La Commission consultative des centres culturels adopte son règlement d'ordre intérieur, lequel est approuvé par le Gouvernement. "

Art. 10. L'article 26 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" *article 26.* - § 1er. Tout pouvoir public associé à un centre culturel doit apporter une contribution à la fois financière et sous forme de services dont l'importance et les modalités d'usage doivent être précisées dans le contrat-programme. "

L'ensemble de ces contributions doit être au moins équivalent à la contribution apportée par la Communauté française. "

Le Gouvernement détermine les règles applicables pour la prise en compte des contributions financières et sous forme de services, apportées par les pouvoirs publics associés. "

§ 2. Pour réaliser leur programme d'activités, les centres culturels reconnus soit assurent la direction des équipements et infrastructures qui leur sont confiés par les pouvoirs publics, soit sont associés directement à leur gestion. "

Lorsque dans l'entité territoriale considérée, des infrastructures culturelles communales ou provinciales ont été subsidiées par la Communauté française à cet effet, les centres culturels reconnus doivent pouvoir les utiliser. "

Les modalités d'utilisation de ces infrastructures et équipements doivent figurer dans le contrat-programme. "

Lorsqu'un pouvoir public local introduit une demande de subvention en vue d'une infrastructure culturelle établie dans le ressort territorial d'un centre culturel reconnu, sa demande doit être accompagnée d'un engagement à souscrire au contrat-programme tel que visé au chapitre III. "

Art. 11. Dans l'article 27 du même décret les alinéas 1er et 2 sont remplacés par les alinéas suivants :

" Les centres culturels reconnus reçoivent de la Communauté française une subvention annuelle. Les modalités de liquidation de la subvention sont déterminées par le Gouvernement. "

Dans les limites des crédits disponibles, le Gouvernement détermine, pour chaque catégorie de centres culturels locaux, le montant de la subvention annuelle et, pour chaque catégorie de centres culturels régionaux, le montant minimal de la subvention annuelle. "

Art. 12. Dans l'article 31, les mots " 16 octobre " sont remplacés par les mots " 15 mars ", et les mots " 30 juin " par les mots " 31 décembre ". "

Art. 13. L'article 32 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

" Le Gouvernement peut suspendre l'octroi des subventions ou d'une partie de celles-ci. Il détermine les conditions et la procédure de cette suspension. "

Art. 14. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 avril 1995.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de la Fonction publique, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,
M. LEBRUN

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
E. TOMAS

Le Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,
P. MAHOUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 95 — 1717

10 APRIL 1995. — Decreet tot wijziging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In alle bepalingen van het decreet van 28 juli 1992 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van toelagen aan de culturele centra, wordt het woord " Executieve " door het woord " Regering " vervangen. "

Art. 2. Vóór artikel 10 van hetzelfde decreet wordt hoofdstuk III vervangen door hetgeen volgt : " Over de rangschikking in categorieën en de programma-overeenkomst ". "

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad. — Nrs 221, nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag.

Integrale verslagen. Bespreking : vergadering van 4 april 1995. Aanneming : vergadering van 6 april 1995.

Artikel 10, leden 1 en 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

" Voor een door haar bepaalde periode en na de procedures bedoeld bij hoofdstuk IV, rangschikt de Regering de culturele centra in categorieën waarvan zij het aantal vaststelt, rekening houdend, inzonderheid, met het aantal en de kwaliteit van de activiteiten in verband met het doel van het cultureel centrum, de betrokken bevolking, het aantal geassocieerde organisaties, de omvang van de gebruikte infrastructuur en de financiële deelneming van de andere geassocieerde openbare besturen. De centra zijn ertoe gehouden, wat hun categorie ook is :

1° over een voltijds animator-directeur te beschikken waarvan de bevoegdheden erkend zijn overeenkomstig de bepalingen genomen door de Regering;

2° per boekjaar, de lasten van het vast personeel op zich te nemen, die een minimum percentage van hun gewone lasten vertegenwoordigen, dat door de Regering zal worden bepaald;

3° per boekjaar, de lasten van het vast animatiepersoneel op zich te nemen, waarvan de bevoegdheden erkend zijn overeenkomstig de door de Regering genomen bepalingen, lasten die een minimum percentage van hun lasten voor het vast personeel vertegenwoordigen. De Regering zal het percentage bepalen; "

Art. 3. Er wordt een artikel 10bis, luidend als volgt, ingevoegd :

" Voor ieder centrum gerangschikt in een categorie wordt een programma-overeenkomst gesloten tussen het centrum, de Franse Gemeenschap en de andere rechtspersonen bedoeld bij artikel 2. Deze programma-overeenkomst dekt een periode gelijk aan de duur van de rangschikking.

De programma-overeenkomst bevat minstens de volgende elementen :

1° de grote trekken van een cultureel actie-ontwerp aangenomen door de Algemene Vergadering van het centrum, alsook het ontwerp van financieel beheer van het centrum voor de duur van het contract;

2° de bijdragen, in de vorm van toelagen en diensten, geleverd door de geassocieerde openbare besturen overeenkomstig artikel 26;

3° het bedrag van de gewone jaarlijkse toelage toegekend door de Franse Gemeenschap krachtens de bepalingen van dit decreet binnen de perken van de begrotingskredieten;

4° de manier waarop de culturele infrastructuren die ter beschikking van het centrum worden gesteld door de betrokken openbare besturen gebruikt mogen worden.

Na advies van de Adviescommissie voor de culturele centra, stelt de Regering een model van programma-overeenkomst op en bepaalt zij de procedure waarbij het gesloten kan worden.

Art. 4. Artikel 13 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Elke beslissing over de toekening of de intrekking van de erkenning alsook over de rangschikking of de declassering wordt getroffen op basis van een door de bevoegde diensten van de Regering opgemaakt verslag en na advies van :

1° de bestendige deputatie van de betrokken provincie;

2° de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest voor de centra die in haar gebied gelegen zijn;

3° van de Adviescommissie voor de culturele centra.

De Regering bepaalt de procedure voor de toekening of de intrekking van de erkenning van de centra, alsook de procedure met betrekking tot hun rangschikking of declassering. "

Art. 5. Artikel 14, lid 2, van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Indien het centrum zijn bedrijvigheid in het gebied van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest uitoefent, wordt het dossier naar de Franse Gemeenschapscommissie van dat Gewest overgezonden. Deze brengt haar advies uit binnen twee maanden. Indien dit advies niet binnen deze termijn is verstrekt, wordt de procedure voortgezet. "

Art. 6. In artikel 15 van hetzelfde decreet wordt het woord " alsook " vervangen door het woord " of ".

Art. 7. Aan artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

Lid 1 wordt door het volgende lid vervangen :

" Op het voorstel van de Adviescommissie voor de culturele centra, kan een proefperiode van maximum twee jaar aan de nieuwe centra en aan de erkende centra waarvan de rangschikking gewijzigd is, worden opgelegd, wanneer ze niet voldoen aan alle voorwaarden voor de erkenning of wanneer ze enkel partieel voldoen aan de criteria voor de rangschikking in categorieën. "

Er wordt een lid 3 ingevoegd, luidend als volgt :

" De Regering bepaalt de modaliteiten van toepassing van deze proefperiode. "

Art. 8. Artikel 19, lid 2, van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, kan de Adviescommissie voor de culturele centra adviezen uitbrengen of voorstellen doen over de erkenning, de rangschikking in categorieën, de declassering, de intrekking van de erkenning, de schorsing van de toekening van toelagen alsook over het algemeen beleid van de culturele centra. "

Art. 9. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" De voorzitter en de ondervoorzitters van de Adviescommissie worden door de Regering aangewezen.

De Adviescommissie voor de culturele centra neemt haar huishoudelijk reglement aan, dat door de Regering dient te worden goedgekeurd. "

Art. 10. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt door de volgende bepaling vervangen :

" Artikel 26, § 1. Elk openbaar bestuur dat geassocieerd is met een cultureel centrum moet een bijdrage leveren zowel op financieel vlak als in de vorm van dienstverlening, waarvan de omvang en de toepassingsmodaliteiten nader bepaald moeten worden in de programma-overeenkomst.

Het geheel van die bijdragen moet ten minste gelijk zijn aan de door de Franse Gemeenschap geleverde bijdrage.

De Regering bepaalt de regels die van toepassing zijn op het inachtnemen van de financiële bijdragen en van de bijdragen in de vorm van dienstprestaties, verleend door de geassocieerde openbare besturen.

§ 2. Om hun activiteitenprogramma te verwezenlijken nemen de erkende centra de leiding waar van de uitrusting en infrastructuur die aan de centra door de openbare besturen worden toevertrouwd, of werken rechtstreeks aan het beheer ervan mede.

Wanneer gemeentelijke of provinciale culturele infrastructuur in de betrokken territoriale entiteit door de Franse Gemeenschap daartoe werden gesubsidieerd, moeten de erkende culturele centra die infrastructuur kunnen gebruiken.

De toepassingsmodaliteiten van deze infrastructuur en uitrusting dienen te worden vermeld in de programma-overeenkomst.

Wanneer een lokaal openbaar bestuur een aanvraag om toelage indient voor een culturele infrastructuur gelegen in het gebied van een erkend cultureel centrum, moet zijn aanvraag vergezeld gaan van een overeenkomst gesloten in het kader van de programma-overeenkomst zoals bedoeld bij hoofdstuk III.

Art. 11. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de leden 1 en 2 door de volgende leden vervangen :
" De erkende culturele centra ontvangen van de Franse Gemeenschap een jaarlijkse toelage. De nadere regels voor de uitbetaling van de toelage worden door de Regering vastgesteld.

Binnen de perken van de beschikbare kredieten, bepaalt de Regering, voor iedere categorie van lokale culturele centra, het bedrag van de jaarlijkse toelage en, voor iedere categorie van regionale culturele centra, het minimaal bedrag van de jaarlijkse toelage.

Art. 12. In artikel 31 worden de woorden " 16 oktober " vervangen door de woorden " 15 maart ", en de woorden " 30 juni " door de woorden " 31 december ".

Art. 13. Artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :
" De Regering kan de toekenning van de toelagen of een deel ervan schorsen. Zij bepaalt de voorwaarden en de procedure van deze schorsing. "

Art. 14. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Brussel, 10 april 1995.

De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschap, belast met de Ambtenarenzaken,
het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Hulpverlening aan de Jeugd en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

De Minister van Onderwijs en de Audiovisuele sector,
P. MAHOUX

MINISTERE DE LA CULTURE ET DES AFFAIRES SOCIALES

F. 95 — 1718

30 MARS 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant à titre provisoire le statut administratif et pécuniaire de l'Administrateur général et de l'Administrateur général-adjoint du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 1993 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Considérant qu'ils s'agit d'appliquer à titre provisoire à l'Administrateur général et à l'Administrateur général-adjoint l'arrêté du Gouvernement du 17 septembre 1993 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu le protocole n° 135 du 15 février 1995 du Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'imminence du transfert des agents du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées à la Région wallonne et à la Commission communautaire française impose que le statut administratif et pécuniaire de ces agents soit, sans délai, arrêté;

Sur proposition de la Ministre-Présidente ayant la Fonction publique dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Sans préjudice des articles 2 et 3 du présent arrêté, les dispositions de l'arrêté du 17 septembre 1993 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées à l'exclusion de celles relatives au recrutement sont applicables à l'Administrateur général et à l'Administrateur général-adjoint du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées jusqu'à ce que le Gouvernement ait pris l'arrêté d'exécution de l'article 16, alinéa 2, du décret du 3 juillet 1991 portant création du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Art. 2. Le traitement de l'Administrateur général du Fonds communautaire pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées est fixé dans l'échelle de traitement R16 prévue pour le grade de l'Administrateur général à l'article 2 de l'arrêté royal du 29 juin 1973 fixant les échelles de traitement des grades communs à plusieurs Ministères.